

Le nouvel Observateur

ENTREPRENDRE

DIPLÔME

PROFESSION : MÉDIATEUR RELIGIEUX

Dans les services publics, les contentieux liés aux différents cultes se multipliant, des cursus universitaires forment des intervenants pour éteindre les incendies

PAR ARNAUD GONZAGUE. ILLUSTRATION: MANU BOISTEAU



religions sont taboues dans nos formations : nous arrivons sur le terrain, ignorants, voire bourrés de préjugés, confirme Mathieu Brégégère, éducateur de rue à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), en formation au DU Médiation socio-religieuse adossé à l'université de Strasbourg. J'ai débarqué aux Grésillons [quartier de Gennevilliers] avec un vague vernis catholique. On me parlait de Coran, de ramadan, je n'y comprenais rien... Impossible d'établir la confiance.

Sans s'être mué en expert des religions du Livre, le jeune homme – qui forme aujourd'hui d'autres éducateurs – peut désormais montrer à ses interlocuteurs qu'il connaît et respecte leur foi, « ce qui facilite considérablement le dialogue ». Surtout, il est armé pour déminer des situations potentiellement explosives. « Si un jour, une éducatrice arrive avec un voile, je ne me braquerai pas. Sereinement, je lui expliquerai pourquoi, dans le cadre de ses fonctions, elle ne peut pas le mettre. Elle ne sentira aucun mépris, aucune méconnaissance de ma part. » Ni aucun doute. Car, comme le rappelle Isabelle Ullern, responsable du DU Médiation socio-religieuse de Strasbourg, l'ennemi du médiateur, « c'est le bricolage » : « Il arrive que des éducateurs interviennent volontiers parce qu'ils sont d'origine musulmane et pensent que cela leur suffit pour être pertinents. » Ils improvisent alors de bonne foi et commettent des gaffes, comme celle qui consiste à séparer « ceux qui mangent halal » des autres, « alors qu'il faut évidemment organiser des repas en commun ».

« Nous sommes là pour affronter le malaise face à ce que j'appelle des "religions sans culture", ces identités basées sur des traditions souvent reconstruites, parfois imaginées, dont se prévalent certains croyants », résume Philippe Martin, directeur du master de l'Iserl. Son joli mot d'ordre est : « Ouvrons les yeux et vivons ensemble. » ■

Un jour, dans un hôpital lyonnais, une famille a réclamé aux infirmiers de déplacer le lit de leur grand-père mourant. Un flottement a saisi le personnel médical : pourquoi enquiquiner ce vieil homme, dont le corps relié à de nombreux tuyaux se prêtait peu à un déménagement ? C'est qu'il était musulman et que sa foi exigeait que son corps soit tourné vers La Mecque. « Les infirmiers étaient désespérés. Fallait-il contrarier la famille au nom de la laïcité, mais au risque de passer pour racistes ? rapporte Claude Prudhomme, enseignant en master à l'Institut supérieur d'Etude des Religions et de la Laïcité (Iserl) à Lyon-II. En réalité, si une vieille dame mourante avait demandé qu'on accroche un crucifix au-dessus de son lit, personne ne se serait interrogé... »

Nulle trace de xénophobie chez ces infirmiers : « Simplement, ils ne savaient pas que tant qu'une demande religieuse ne met pas en péril le fonctionnement de l'hôpital, il n'y a pas à la refuser. Ce sont les règles de la laïcité et du bon sens. » Ainsi, quand une femme très pieuse – ou son mari – refuse l'auscultation

pratiquée par un homme, le bon sens veut d'accéder à la requête si une femme médecin est disponible, sinon, de passer outre. Pas toujours facile... C'est pourquoi cet historien des religions enseigne au personnel hospitalier la « médiation religieuse ». Ou l'art d'établir un dialogue entre croyants et agents de l'Etat (infirmiers, assistants sociaux, enseignants, éducateurs de rue...). « Dans les hôpitaux, les piscines, les cantines, les quartiers populaires, partout où l'Etat et le monde associatif sont amenés à intervenir, on voit monter les risques de collision religieuse, observe Raphaël Liogier, qui coordonne le master de Management interculturel et Médiation religieuse à Sciences-Po Aix. Pas seulement avec les musulmans, mais aussi avec les chrétiens radicaux, les juifs orthodoxes, les Témoins de Jéhovah. »

En écho à ces revendications ont fleuri des cursus universitaires d'un ou deux ans, en général de niveau licence (bac + 3) ou master (bac + 5). On y explore les subtilités de la laïcité à la française, les pratiques rituelles et le sens profond qui s'y rattache. « Les